

Le 8 juillet 2020

Déclaration sur la révision du financement de la police

Dans la foulée des meurtres commis par la police aux États-Unis et au Canada, le STTP joint sa voix à toutes celles, de plus en plus nombreuses, qui demandent de **RÉVISER LE FINANCEMENT DE LA POLICE.**

Pendant que les médias canadiens portaient leur attention sur le meurtre insensé de George Floyd commis par la police à Minneapolis, des Noirs et des Autochtones se faisaient eux aussi tuer par la police, ici même, au Canada. Rien de tout cela n'est nouveau. De nombreux exemples à l'échelle nationale exposent l'étendue de cette pratique : à Toronto, les Noirs représentent 8 % de la population, mais sont 20 fois plus susceptibles d'être tués aux mains de la police.¹ En ce qui concerne la population autochtone, les statistiques inquiétantes du Manitoba révèlent que 60 % des personnes mortes aux mains de la police sont autochtones, et il s'agit là d'un exemple parmi tant d'autres.²

Trop souvent, la police a recours à une force excessive plutôt qu'à des mesures visant à réduire les tensions. L'appel lancé pour revoir le rôle de la police, qui agit comme une arme de coercition du gouvernement, et l'arrêt du financement des « armes et des gadgets », représente une urgence à laquelle la réponse se fait attendre depuis trop longtemps.

Jan Simpson, présidente nationale du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, déclare ce qui suit : « Le racisme systémique nuit à tout le monde, et en tant que travailleurs et travailleuses, nous devons demeurer unis contre de telles injustices. Nous devons lutter pour démanteler l'oppression systémique. »

¹ Simpson, N. (2020) 'Canada Has Race-Based Police Violence Too. We Don't Know How Much" in, *The Tyee*, (<https://thetyee.ca/Analysis/2020/06/02/Canada-Race-Based-Violence/>

² Ibid.

La police est une institution dont les fondements remontent au colonialisme, un système à l'origine de l'esclavage, et de la dépossession et du génocide des Autochtones. Elle avait pour mission de protéger les intérêts des propriétaires blancs. La police a rarement été au service des Noirs, des Autochtones et des autres personnes de couleur.

Elle n'a jamais non plus servi les intérêts des travailleurs et travailleuses. À ce sujet, les travailleurs et travailleuses des postes de longue date se souviendront du grand nombre de policiers présents durant le débrayage de 1987 du STTP et de l'Union des facteurs du Canada, et de la violence des mesures que la police a utilisées pour escorter les briseurs de grève.

Quand des manifestations, quelles qu'elles soient, font face à des escadrons anti-émeute, il s'agit alors d'une attaque directe contre notre droit démocratique de résister aux injustices. La police constitue une arme de l'État. Elle détient le pouvoir et l'autorité d'arrêter, d'accuser, d'emprisonner et de tuer. Elle agit souvent en toute impunité, et elle est rarement contrainte de rendre des comptes.

RÉVISER LE FINANCEMENT DE LA POLICE est un appel à déplacer l'angle de la sécurité. Les fonds utilisés pour militariser la police ont augmenté, tandis que les budgets destinés aux services sociaux ont subi des compressions. L'allocation des fonds versés à la police doit être revue. Autrement dit, les fonds doivent être alloués aux services de santé, physique et mentale, et aux programmes communautaires susceptibles d'avoir un effet positif sur la santé et le bien-être des populations marginalisées. Réviser le financement de la police est une mesure essentielle pour éliminer le racisme systémique et les autres formes d'oppression. En tant que travailleurs et travailleuses, nous devons demeurer unis pour demander à nos représentantes et représentants élus de changer l'orientation de la police à tous les paliers, et veiller à ce que nos confrères, consœurs et camarades de couleur vivent en sécurité et soient traités avec le même respect auquel s'attend la population blanche.

/lm sepb 225/map scfp 1979